

1^{ère} partie Dispositions générales

Art. 1 But

Le présent règlement d'urbanisme définit l'utilisation du territoire communal et fixe les prescriptions relatives à la conservation, à la construction et aux transformations de bâtiments et autres installations, ainsi qu'aux aménagements des espaces extérieurs. Il a pour but un développement rationnel et harmonieux de la commune.

Art. 2 Bases légales: documents de la planification cantonale, régionale et locale

- 1*** Les bases légales de ce règlement sont la loi du 9 mai 1983 sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATEC), le règlement du 18 décembre 1984 d'exécution de la loi sur l'aménagement du territoire et les constructions (RELATEC), la loi sur les routes du 15 décembre 1967 (LR), ainsi que toutes les autres dispositions légales fédérales et cantonales applicables en la matière, les plans directeurs cantonaux et régionaux.
- 2*** Le plan d'aménagement local se compose des documents suivants :
 - les objectifs d'aménagement
 - les plans directeurs d'utilisation du sol :
 - I Territoires destinés à la construction
 - II Sites et espaces extérieurs

- . les plans directeurs des circulations :
 - I Routes et transports publics
 - II Cheminements pour piétons et pistes cyclables
- . les fiches techniques accompagnant le plan directeur
- . le plan d'affectation des zones, composé des plans A, B et C
- . le plan d'attribution des degrés de sensibilité au bruit
- . le règlement communal d'urbanisme (RCU)
- . les plans d'affectation partiels
- . les plans d'aménagement de détail
- . le rapport explicatif.

Art. 3 *Nature juridique*

- 1** Le présent règlement et le plan d'affectation des zones lient les autorités et les particuliers.
- 2** Dès leur approbation par le Conseil d'Etat, les plans directeurs communaux lient les autorités communales et cantonales.

Art. 4 *Champ d'application*

Les prescriptions de ce règlement sont applicables à toutes les constructions, à tous les aménagements extérieurs et à tous les travaux au sens de l'article 146 LATeC, ainsi qu'à tous les changements de destination des bâtiments, effectués sur l'ensemble du territoire communal.

Art. 5 *Dérogations*

- 1** Le Conseil communal peut accorder des dérogations aux plans et à la réglementation communale y afférente, avec l'accord préalable de la Direction des travaux publics, aux conditions fixées par les articles 55 LATeC et selon la procédure prévue aux articles 90 ss RELATeC.

- 2** Le dépôt d'une demande préalable et la consultation de la commission d'aménagement est obligatoire avant la mise à l'enquête publique d'une dérogation.

